

COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

F

Viale delle Terme di Caracalla, 00153 Rome, Italie - Tél: (+39) 06 57051 - Courrier électronique: codex@fao.org - www.codexalimentarius.org

Point 6 de l'ordre du jour

CX/EXEC 26/90/6

Avril 2026

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES COMITE EXÉCUTIF DE LA COMMISSION DU CODEX ALIMENTARIUS

Quatre-vingt-dixième session

Siège de l'OMS, Genève (Suisse)

29 juin - 3 juillet 2026

QUESTIONS ÉMANANT DE LA FAO ET DE L'OMS

(Document établi par la FAO et l'OMS)

1. Introduction

Le présent document met en lumière l'évolution des politiques de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) ainsi que certaines questions connexes susceptibles d'intéresser ou de concerner les travaux du Codex.

2. Recommandations

Le Comité exécutif, à sa 90^e session, et la Commission du Codex Alimentarius, à sa 49^e session, sont invités à:

- prendre acte des informations présentées dans ce document;
- prendre les mesures nécessaires pour que les politiques des organisations de tutelle soient pleinement prises en compte.

3. Questions émanant conjointement de la FAO et de l'OMS

3.1 *Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2026*

Le thème de la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments 2026 est le suivant: «Du fardeau aux solutions – un accès universel à des aliments sûrs». Il met en lumière la manière dont les données sur les maladies et le fardeau qu'elles représentent peuvent guider l'action menée en vue de trouver des solutions ciblées et peu onéreuses. Ce thème a été choisi car l'OMS a prévu de publier des estimations actualisées sur le fardeau mondial que font peser les maladies d'origine alimentaire, offrant une nouvelle base de données factuelles à l'appui de l'action menée en faveur de la sécurité sanitaire des aliments. Une boîte à outils de communication¹, qui sera disponible dans les six langues de l'ONU, a été élaborée afin d'aider les promoteurs de la sécurité sanitaire des aliments du monde entier à préparer les événements liés à la Journée internationale de la sécurité sanitaire des aliments. Toutes les informations pertinentes sur les supports de la campagne de communication et sur les manifestations et activités organisées sont disponibles sur le site web dédié², hébergé par le Codex.

3.2 *Initiative de suivi pour une alimentation saine*

L'Initiative de suivi pour une alimentation saine, lancée par la FAO, l'OMS et l'UNICEF en 2022, réunit des experts dans le but d'améliorer le suivi des régimes alimentaires sains aux niveaux national et mondial. Une mise à jour de la première version des orientations, établie en 2024, a été entreprise en 2026, l'accent étant mis sur les outils peu coûteux et simples d'utilisation, tels que le questionnaire sur la qualité de l'alimentation (DQQ) et des indicateurs efficaces.

¹ <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/wfsd-2026/wfsd-homepage/fr/> et

<https://www.who.int/fr/publications/m/item/world-food-safety-day-2026--from-burden-to-solutions---safe-food-everywhere>.

² <https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/wfsd-2026/wfsd-homepage/fr/>.

Une étape clé a été franchie en mars 2025 avec l'approbation par la Commission de statistique de l'ONU d'un nouvel indicateur relatif à l'ODD 2, à savoir la «prévalence de la diversité alimentaire minimale, par groupe de population (enfants âgés de 6 mois à moins de 23,9 mois et femmes âgées de 15 à 49 ans)». Cet indicateur mesure la qualité du régime alimentaire des enfants et des femmes et fait l'objet d'un suivi conjoint par l'UNICEF et la FAO. Il s'agit d'un indicateur simple, qui sert aussi indirectement à mesurer l'adéquation de l'apport en micronutriments, les données étant recueillies à l'aide d'un outil économique tel que le questionnaire sur la qualité de l'alimentation. Il permet aux pays de collecter, d'analyser et d'utiliser des données visant à étayer les politiques et les programmes de lutte contre les carences en micronutriments, aux fins de la concrétisation du Programme 2030. Les orientations portent également sur la nécessité de prendre en compte et d'utiliser, outre les groupes d'aliments utilisés pour mesurer la diversité alimentaire minimale, les groupes d'aliments inclus dans le questionnaire DQQ qui reflètent le principe de modération sur lequel s'appuie une alimentation saine. En conséquence, les orientations seront un outil essentiel pour évaluer l'impact des politiques et des interventions visant à réduire les maladies non transmissibles.

4. Questions émanant de la FAO

La 179^e session du **Conseil de la FAO** s'est tenue à Rome en décembre 2025³. Les membres de la FAO ont notamment approuvé par consensus les ajustements à apporter au Programme de travail et budget 2026-2027. Parmi ces ajustements, le Conseil de la FAO a recommandé que la FAO réaffecte 1 million d'USD aux données et statistiques, à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et au Codex, et a préconisé que ces ressources supplémentaires allouées au Codex Alimentarius soient utilisées conformément aux conclusions formulées par la Commission du Codex Alimentarius à sa 48^e session, et demandé à la Direction de faire le point à ce sujet dans le cadre des processus de compte rendu habituels de l'Organisation.

La présidence brésilienne de la **COP30** a confié à la FAO la tâche de diriger, dans le cadre du Programme d'action, plusieurs initiatives clés, notamment celle relative à l'investissement dans une agriculture résiliente pour un taux de dégradation des terres nul⁴, qui vise à accélérer les investissements dans la remise en état des terres agricoles. À la COP30, la FAO a également appuyé deux nouvelles initiatives forestières: le Fonds «Tropical Forest Forever» et un Appel à l'action concernant la gestion intégrée des incendies.

En ce qui concerne le développement urbain, la **première Conférence internationale sur les villes vertes**⁵, tenue pendant le Forum mondial de l'alimentation 2025⁶, a abouti à l'adoption des Principes de la FAO pour des villes vertes, qui aident les autorités locales à mettre en œuvre des solutions urbaines intégrées. Le projet «Villes vertes en action pour l'Afrique» de la FAO, par exemple, vise à élaborer des plans d'adaptation au changement climatique pour dix villes de cinq pays africains.

La FAO reste également un partenaire de choix pour le **financement des systèmes agroalimentaires** dans les petits États insulaires en développement, les pays les moins avancés et les pays en développement sans littoral, étant parvenue à mobiliser plus de 400 millions d'USD pour des projets en 2025 dans le cadre de son partenariat avec le Fonds vert pour le climat.

La FAO a renforcé sa collaboration avec la **Banque asiatique de développement** dans le cadre d'un nouvel accord destiné à accroître les investissements du secteur privé dans les chaînes de valeur agroalimentaires et à promouvoir des solutions numériques, fondées sur l'IA et climato-résilientes. Le lancement du Centre FAO de suivi des risques⁷ permet, grâce à des données géospatiales et à des alertes automatisées, de gérer de manière proactive les crises agroalimentaires et, partant, de décider rapidement des mesures à prendre pour atténuer les risques liés à la sécurité alimentaire.

En outre, le **Mécanisme de financement en cas de crises alimentaires dues à des chocs**⁸ met en place, en collaboration avec des partenaires de réassurance, des solutions innovantes de financement rapide des ménages vulnérables touchés par des chocs.

La FAO s'est félicitée de l'entrée en vigueur de l'Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la **conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale**⁹ et se réjouit à l'idée de contribuer à son application. Il s'agit d'un traité mondial contraignant qui vise à favoriser l'utilisation durable et la conservation de la biodiversité dans les zones océaniques ne relevant pas d'une juridiction nationale. L'Accord porte sur quatre

³ <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/51ea345d-9355-4f31-9a52-f934025771ae/content>.

⁴ <https://www.fao.org/climate-change/fao-at-cop30/raiz/en>.

⁵ <https://www.fao.org/green-cities-initiative/events/international-green-cities-conference/en>.

⁶ <https://www.world-food-forum.org/fr>.

⁷ <https://riskmonitor.fao.org/>.

⁸ <https://www.fao.org/new-york/events/detail/the-financing-for-shock-driven-food-crisis-facility/en>.

⁹ <https://www.un.org/bbnjagreement/fr>.

domaines principaux: les ressources génétiques marines; les outils de gestion par zone; les évaluations de l'impact sur l'environnement; le renforcement des capacités et le transfert de technologies.

Les participants au **Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture 2026** se sont accordés sur le fait que, pour faire face à la pénurie d'eau et à la concurrence pour l'utilisation des ressources hydriques, il était nécessaire de placer l'agriculture au cœur de la politique et de la gouvernance de l'eau. Dans le communiqué ministériel final¹⁰ adopté lors de la Conférence des ministres de l'agriculture à Berlin, les ministres ont salué le rôle de chef de file de la FAO dans le soutien apporté aux pays pour les aider à traduire leurs engagements mondiaux en matière de sécurité d'approvisionnement en eau et de sécurité alimentaire en actions coordonnées sur le terrain.

La FAO a publié un rapport intitulé ***Environmental Inhibitors in Agrifood Systems – Considerations for Food Safety Risk Assessment***¹¹ (Inhibiteurs environnementaux dans les systèmes agroalimentaires – Points à prendre en considération dans l'évaluation des risques pour la sécurité sanitaire des aliments), accompagné d'une note technique¹², afin d'aider les décideurs et toutes les parties prenantes à évaluer les risques potentiels pour la sécurité sanitaire des aliments découlant de l'utilisation d'«inhibiteurs environnementaux», substances qui peuvent contribuer à réduire les émissions de méthane des vaches et d'autres animaux d'élevage et à limiter les pertes d'azote imputables aux épandages d'engrais sur les terres agricoles. Se référant au risque de transfert de résidus d'inhibiteurs environnementaux dans la chaîne alimentaire, le rapport souligne la nécessité de mener des analyses et d'évaluer minutieusement les risques pour la sécurité sanitaire des aliments, de façon à réduire autant que possible les éventuelles répercussions négatives sur la santé humaine et les perturbations commerciales.

La décision de l'Assemblée générale des Nations Unies de proclamer le **16 novembre Journée internationale du régime méditerranéen** est une initiative bienvenue qui vise à mieux faire connaître et apprécier le rôle des régimes alimentaires sains, de la durabilité et des traditions territoriales dans la concrétisation de la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition, qui constituent la mission fondamentale de la FAO. La FAO dirigera l'action menée pour soutenir les initiatives visant à célébrer la Journée internationale, dont l'instauration a été envisagée par l'Assemblée générale après l'approbation de la proposition à la 44^e session de la Conférence de la FAO.

La FAO a publié un rapport intitulé ***Regulatory options to address food e-commerce in national legislation***¹³ (Solutions réglementaires visant à prendre en compte le commerce électronique des aliments dans la législation nationale). Dans ce rapport, elle examine les problèmes liés au commerce électronique des aliments, l'accent étant mis sur la sécurité sanitaire des aliments et la protection des consommateurs. Elle formule plusieurs recommandations visant à guider l'élaboration de politiques et à aider les décideurs à s'acquitter de leur tâche consistant à bâtir des mécanismes réglementaires efficaces destinés à assurer la sécurité sanitaire et la conformité des filières du commerce électronique des aliments. Compte tenu du caractère intrinsèquement transfrontières du commerce électronique des aliments et du rôle considérable que jouent les plateformes en ligne dans l'économie actuelle, cette étude porte également sur l'importance des directives réglementaires internationales ainsi que de l'autorégulation et de la corégulation pour compléter les cadres nationaux.

4.1 Travaux de la FAO sur la prolifération d'algues nuisibles et les biotoxines

La prolifération d'algues nuisibles menace la sécurité sanitaire des aliments et la sécurité alimentaire car elle entraîne la contamination et la mort massive d'organismes aquatiques. Afin de lutter contre ces risques, en 2023, la FAO a dirigé l'élaboration de directives techniques conjointes FAO-COI-AIEA pour la mise en œuvre de systèmes d'alerte rapide concernant la prolifération d'algues nuisibles (en particulier dans les eaux marines et saumâtres)¹⁴ qui compromettent la sécurité sanitaire des aliments ou la sécurité alimentaire. En collaboration avec la COI-UNESCO et l'AIEA, en octobre 2025, la FAO a également organisé une réunion d'experts sur les biotoxines marines et la surveillance de la prolifération des algues nuisibles, qui a débouché sur des orientations concernant la surveillance des toxines algales dans les mollusques bivalves et la gestion des zones de récolte. Ces efforts s'appuient sur les récentes initiatives concernant la ciguatera^{15, 16} et l'assainissement des mollusques.

4.2 Travaux de la FAO sur les microplastiques et la sécurité sanitaire des aliments

¹⁰ https://www.bmleh.de/SharedDocs/Downloads/EN/_International-Affairs/gffa-2026-communique-en.html.

¹¹ <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd7224en>.

¹² <https://openknowledge.fao.org/handle/20.500.14283/cd7658en>.

¹³ <https://doi.org/10.4060/cd3730en>.

¹⁴ <https://doi.org/10.4060/cc4794en>.

¹⁵ <https://doi.org/10.4060/ca8817en>.

¹⁶ <https://elearning.fao.org/course/view.php?id=648>.

À la 19^e session du Sous-Comité du commerce du poisson du Comité des pêches, la FAO a présenté son rapport sur les microplastiques dans les produits alimentaires¹⁷, dans lequel il a été recommandé que la FAO prenne part à l'élaboration d'essais normalisés¹⁸. La FAO a attiré l'attention du Comité du Codex sur les méthodes d'analyse et d'échantillonnage (CCMAS) sur la nécessité d'utiliser des méthodes d'échantillonnage et d'essai appropriées, essentielles pour évaluer l'exposition, et de réaliser des études toxicologiques qui permettent de déterminer avec précision le nombre de particules de microplastiques et les types de polymères et d'additifs qu'elles contiennent. À sa 43^e session, le CCMAS a pris note des points soulevés par la FAO et a recommandé que la FAO et l'OMS tiennent le Comité informé des initiatives mises en place concernant les microplastiques afin d'orienter les futurs travaux et évaluations. En 2026, la FAO prévoit d'organiser une consultation d'experts en collaboration avec l'AIEA afin de fournir des informations sur les méthodes d'échantillonnage et d'analyse.

4.3 Travaux de la FAO sur les notifications d'importation des produits de la pêche et de l'aquaculture

La diversité des dispositifs d'inspection et des normes visant à assurer la protection des consommateurs dans les pays importateurs est l'une des principales difficultés rencontrées par les exportateurs d'aliments aquatiques. Les exportateurs ont souvent du mal à comprendre les systèmes de contrôle des importations, ce qui entraîne des refus, des retenues et des destructions de produits alimentaires. Depuis 2016, la FAO analyse les notifications d'importation de produits aquatiques des principaux pays importateurs et les met à la disposition du public afin de promouvoir la transparence et de diffuser l'information. Les données recueillies sont répertoriées dans les six catégories suivantes: données chimiques, données microbiologiques, histamine, toxines, parasites, et une grande catégorie intitulée «autres causes». Cette analyse est disponible sur le site GLOBEFISH¹⁹ de la FAO, qui intègre désormais les données relatives aux algues marines. Les données brutes sur les notifications d'importation sont mises à la disposition du public dans la base de données FishStatJ de la FAO. Cette base de données²⁰ indique les refus, les retenues, les rappels et les problèmes signalés par les autorités compétentes en Australie, de 2019 à 2025, ainsi qu'en Chine, aux États-Unis d'Amérique, au Japon et dans l'Union européenne, de 2016 à 2025. Une analyse des notifications d'importation a été réalisée pour la 20^e session du Sous-Comité du commerce du poisson. Cette analyse pourra guider les travaux menés à la 37^e session du Comité du Codex sur le poisson et les produits de la pêche (CCFFP) sur les problèmes de sécurité sanitaire des aliments liés au commerce international de produits aquatiques²¹.

4.4 Travaux de la FAO sur la fraude alimentaire concernant les produits de la pêche et de l'aquaculture

En 2018, la FAO a élaboré et publié la circulaire sur la pêche et l'aquaculture intitulée «Overview of Food Fraud in the Fisheries Sector» (Vue d'ensemble de la fraude alimentaire dans le secteur halieutique), qui met l'accent sur le fait que le secteur de la pêche et de l'aquaculture est l'un des secteurs alimentaires les plus exposés à la fraude. Dans le prolongement de ces travaux, la FAO a collaboré avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) à l'élaboration d'une publication conjointe présentant des outils de lutte contre la fraude alimentaire dans le secteur aquatique, tout en invitant des experts de plusieurs pays à réaliser des études de cas illustrant les exemples les plus courants de fraude alimentaire dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture, la fréquence de ces fraudes et leurs incidences sur la santé publique. Ce rapport du Centre mixte FAO/AIEA des techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture, intitulé *Food fraud in the fisheries and aquaculture sector* (Fraude alimentaire dans le secteur de la pêche et de l'aquaculture), a été publié en février 2026 et peut être consulté en ligne²².

4.5 Travaux de la FAO au titre de l'initiative «Horizon scanning», menée dans le cadre du programme prospectif de l'Organisation

Dans le cadre de son programme prospectif, la FAO s'emploie à promouvoir l'initiative «Horizon scanning», qui vise à repérer et à analyser les nouveaux enjeux susceptibles d'influencer l'avenir de la sécurité sanitaire des aliments et des systèmes agroalimentaires. Nous avons élaboré une méthodologie structurée qui associe examen des données probantes, contributions des experts et évaluation systématique, afin de garantir la qualité scientifique, le caractère inclusif et la pertinence pour les politiques. Cette approche permet de saisir les tendances scientifiques, technologiques, environnementales et socioéconomiques, et les tendances en matière de gouvernance, et de les transformer en analyses prospectives exploitables par les membres. Les résultats de ces travaux, parmi lesquels on peut citer une liste complète de facteurs émergents et des comptes

¹⁷ <https://doi.org/10.4060/cc2392en>.

¹⁸ <https://www.fao.org/fishery/meeting/41402/fr>.

¹⁹ <https://www.fao.org/in-action/globefish/markets---trade/import-notifications-for-fisheries-and-aquaculture-products/en>.

²⁰ <https://www.fao.org/fishery/en/statistics/software/fishstatj>.

²¹ <https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/378fd506-cb4d-4b71-aab1-0814395f4192/content>.

²² <https://doi.org/10.4060/cd8244en>.

rendus analytiques, seront publiés d'ici à la fin de 2026 afin de soutenir la planification stratégique et l'état de préparation.

4.6 Travaux conjoints de la FAO et de l'AIEA sur la sécurité sanitaire des aliments

Le Centre mixte FAO/AIEA aide les États membres à améliorer l'évaluation des risques, le suivi et les systèmes réglementaires, à l'appui des travaux du Codex Alimentarius. Des projets de recherche coordonnée, nouveaux ou en cours, portent sur la dégradation des médicaments vétérinaires, la détection des biotoxines, le dépistage rapide et l'authenticité des produits comestibles de la mer, l'objectif étant de produire des ensembles de données harmonisés et des bases de données de référence, et de disposer de procédures validées. Les laboratoires FAO/AIEA s'emploient à faire progresser les méthodes utilisées pour la surveillance de contaminants comme les aflatoxines, les résidus antimicrobiens, l'arsenic inorganique et les microplastiques, ainsi que pour l'analyse multi-élémentaire, en s'appuyant sur des techniques nucléaires. L'authenticité des aliments est également vérifiée au moyen de l'analyse des isotopes, de la résonance magnétique nucléaire et de la spectroscopie infrarouge. Un projet de recherche coordonnée vise à optimiser les nouvelles technologies d'irradiation pour l'établissement de normes relatives à la sécurité sanitaire des aliments et de normes phytosanitaires, l'objectif étant de faciliter le commerce sans risque et de protéger la santé des végétaux au niveau mondial.

4.7 Intelligence artificielle et outils numériques au service de la gestion des risques liés à la sécurité sanitaire des aliments

La FAO s'est employée à promouvoir l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA) et des outils numériques afin de favoriser la prise de décision fondée sur des données probantes dans les systèmes de sécurité sanitaire des aliments. Des échanges techniques et des publications ont permis de consolider des cas pratiques d'utilisation dans des domaines tels que l'intégration des données, la détection de signaux, la définition de priorités en matière d'inspection et l'interprétation des données de laboratoire et des données génomiques, soulignant les synergies entre l'IA, le séquençage du génome entier et la surveillance numérique²³.

4.8 Programme prospectif en matière de sécurité sanitaire des aliments: approches visant à cerner les enjeux futurs

En avril 2025, la FAO a réuni un groupe diversifié d'experts mondiaux à Rome afin d'examiner plusieurs approches prospectives en matière de sécurité sanitaire des aliments, dans le cadre de l'effort de collaboration continu mené pour mieux anticiper les futurs risques et perspectives liés à la sécurité sanitaire des aliments dans les systèmes agroalimentaires. Faisant fond sur ces discussions, la FAO a publié en septembre 2025 le rapport intitulé *Food safety foresight: approaches to identify future food safety issues*²⁴ (Programme prospectif en matière de sécurité sanitaire: approches visant à cerner les enjeux futurs en matière de sécurité sanitaire des aliments), qui présente les meilleures pratiques, les principes directeurs et les analyses des gouvernements, des organismes internationaux et du secteur privé, l'objectif étant de renforcer les capacités de prospective dans le monde entier. Ce processus a abouti à l'organisation d'un webinaire, en décembre 2025, sur le thème «Beyond the horizon: food safety foresight for smarter preparedness and anticipation»²⁵ (Au-delà de l'horizon: la prospective en matière de sécurité sanitaire des aliments au service d'une préparation et d'une anticipation plus intelligentes), au cours duquel les principales conclusions de la nouvelle publication ont été partagées et des experts ont étudié des approches stratégiques visant à aborder de manière proactive les nouveaux enjeux en matière de sécurité sanitaire des aliments. Prises ensemble, ces initiatives reflètent les efforts harmonisés qui sont déployés pour améliorer la préparation à long terme, favoriser le dialogue multisectoriel et prendre en compte à la fois l'expertise humaine et les nouveaux outils numériques dans le programme prospectif en matière de sécurité sanitaire des aliments.

5. Questions émanant de l'OMS

5.1 Informations actualisées sur la mise en œuvre de la Stratégie mondiale de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments²⁶

L'OMS travaille en collaboration avec les bureaux régionaux afin de suivre et de soutenir les progrès accomplis au regard des trois indicateurs de la stratégie, en particulier ceux issus du Règlement sanitaire international (RSI, 2005). Pris ensemble, ils permettent d'évaluer les résultats en matière de santé et les capacités systémiques, notamment celles relatives à la collaboration multisectorielle en cas d'incidents de sécurité sanitaire des aliments, à la surveillance des maladies d'origine alimentaire et de la contamination alimentaire, et à l'incidence des maladies diarrhéiques d'origine alimentaire.

²³ <https://doi.org/10.4060/cd7242en>.

²⁴ <https://openknowledge.fao.org/items/7961a82f-d66e-4e54-b97d-4d11e85a399e>.

²⁵ <https://www.fao.org/food-safety/news/detail/food-safety-foresight-approaches--summary-report-of-fao-webinar/en>.

²⁶ [https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75\(22\)-fr.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75(22)-fr.pdf).

L'OMS et la Société financière internationale du Groupe de la Banque mondiale ont élaboré un outil afin d'aider les États membres à définir les mesures prioritaires et à renforcer les stratégies nationales en matière de sécurité sanitaire des aliments, conformément à la résolution 73.5 de l'Assemblée mondiale de la Santé (2020). Cet outil a été testé dans toutes les régions et devrait être déployé en 2026.

L'Alliance de l'OMS pour la sécurité sanitaire des aliments²⁷ a tenu sa première Réunion générale annuelle à Oman, au Centre pour la sécurité sanitaire et la qualité des aliments. La réunion a rassemblé les centres collaborateurs de l'OMS et les partenaires de toutes les régions de l'OMS, afin d'examiner les progrès accomplis, de mettre en commun les expériences et de planifier la prochaine étape de l'action collective à mener pour promouvoir la mise en œuvre de la stratégie. Les participants ont mis en lumière les principales avancées obtenues, notamment l'élaboration de la deuxième édition des manuels de l'OMS sur la surveillance des maladies d'origine alimentaire et la lutte contre ces maladies²⁸. Ils ont réaffirmé que l'Alliance jouait un rôle stratégique dans la coordination de la collaboration technique, notamment en tant que mécanisme mondial de coordination des centres collaborateurs de l'OMS qui mènent des travaux sur la sécurité sanitaire des aliments.

5.2 Directives de l'OMS sur la consommation optimale d'aliments d'origine animale

L'OMS a entrepris d'élaborer des directives sur la consommation optimale d'aliments d'origine animale, qui donneront des orientations sur les aliments d'origine animale de consommation courante (y compris la viande rouge, les produits laitiers, la volaille, les œufs et les produits comestibles de la mer) ainsi que les substituts végétaux à ces produits (légumineuses, céréales complètes, noix/graines et soja). Outre les effets de la consommation de ces aliments sur la santé, l'élaboration des directives permettra de traiter les questions de sécurité sanitaire (aspects microbiologiques et chimiques) ainsi que la durabilité et les effets sur l'environnement, fournissant une évaluation complète des risques et des avantages associés aux différents modes de consommation et de substitution.

La première réunion d'experts s'est tenue en 2024 et a porté sur la définition du champ d'application des directives et l'établissement du cadre d'évaluation des risques et des avantages²⁹. Plusieurs réunions virtuelles informelles et séances de travail ont également été organisées à la suite de cette réunion. Il est prévu de réaliser les revues systématiques nécessaires, ainsi que des exercices de modélisation et d'autres analyses.

5.3 Orientations de l'OMS sur la consommation d'aliments «ultratransformés»

L'OMS met actuellement au point des produits normatifs sur la consommation d'aliments hautement transformés, communément appelés «aliments ultratransformés». À cet égard, elle s'appuiera sur des approches basées sur les ingrédients pour recenser les aliments ultratransformés qui seront intégrés dans un outil plus large visant à établir le profil des aliments (voir section 5.5 ci-après). L'OMS s'emploie également à élaborer des orientations sur la consommation d'aliments ultratransformés. Une liste provisoire des membres du groupe chargé de l'élaboration de ces orientations a été établie et publiée dans le cadre d'un processus de consultation publique. Des travaux sont en cours pour établir la composition définitive du groupe³⁰.

5.4 Directives de l'OMS sur les politiques en matière d'environnement alimentaire (Sous-Groupe sur les mesures politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles de l'OMS)

Le Sous-Groupe sur les mesures politiques du Groupe consultatif d'experts sur les directives nutritionnelles élabore actuellement des directives fondées sur des données probantes concernant les politiques prioritaires en matière d'environnement alimentaire à mettre en place pour lutter contre les maladies non transmissibles liées à l'alimentation et aider les États membres à appliquer des mesures de réglementation efficaces. La directive de l'OMS sur les mesures budgétaires visant à promouvoir une alimentation saine³¹ a été lancée en 2024. Les directives sur les politiques visant à protéger les enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des aliments³² ont été lancées en 2023.

L'OMS aide les pays à renforcer les cadres réglementaires et les mécanismes de mise en œuvre conformément aux directives. La directive de l'OMS sur les politiques et les interventions visant à créer des environnements alimentaires sains dans les écoles, qui a été élaborée par le Groupe consultatif d'experts sur

²⁷ <https://www.who.int/initiatives/who-alliance-for-food-safety> (en anglais).

²⁸ <https://www.who.int/news/item/14-01-2026-updated-who-manuals-released-to-help-countries-strengthen-foodborne-disease-surveillance-and-response>.

²⁹ <https://www.who.int/publications/m/item/first-who-meeting-on-optimal-intake-of-animal-source-foods-RBAG-summary-and-conclusions> (en anglais).

³⁰ <https://www.who.int/news-room/articles-detail/public-notice-and-comment-who-guideline-development-group-for-ultra-processed-foods>.

³¹ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240091016> (en anglais).

³² <https://www.who.int/publications/i/item/9789240075412> (en anglais).

les directives nutritionnelles, a été lancée en janvier 2026 à l'issue d'un processus d'examen par les pairs³³. Elle comprend deux recommandations fortes, l'une sur l'élaboration et l'utilisation de normes en matière de nutrition, l'autre sur l'approvisionnement alimentaire des écoles, et une recommandation conditionnelle sur la mise en place de mesures de facilitation. L'OMS travaille en collaboration avec les pays afin d'adapter les recommandations et de les intégrer aux programmes nationaux d'alimentation et de nutrition scolaires. La directive concernant les politiques relatives à l'étiquetage nutritionnel est en train d'être établie sous sa forme définitive, et devrait être publiée à la mi-2026. Elle prévoit des recommandations et des déclarations de bonnes pratiques sur la liste d'ingrédients à inclure dans les déclarations des éléments nutritifs, l'étiquetage sur le devant des emballages et l'emploi des allégations³⁴.

5.5 Classification des aliments, y compris selon les profils nutritionnels, à l'appui des politiques en matière d'environnement alimentaire

L'OMS a travaillé à l'établissement de modèles de profils nutritionnels^{35, 36}. Elle a élaboré des modèles adaptés à cinq de ses régions afin d'aider les gouvernements à mettre en œuvre des politiques visant à protéger les enfants contre les effets néfastes de la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées^{37, 38, 39, 40, 41}. Elle a également mis au point un modèle spécialement applicable à l'une de ses régions visant à soutenir la mise en œuvre de plusieurs politiques en matière d'environnement alimentaire, notamment en ce qui concerne les avertissements apposés sur le devant des emballages, les restrictions commerciales, les politiques d'approvisionnement alimentaire dans les établissements scolaires et la fiscalité⁴².

Le nombre croissant de pays qui adoptent des ensembles de mesures réglementaires complémentaires visant à réduire les risques liés à l'alimentation offre l'occasion d'aborder de façon plus cohérente la question de l'identification des produits alimentaires à des fins réglementaires. Bien que les profils nutritionnels jouent un rôle central dans de nombreuses politiques, de nouveaux éléments probants et données d'expérience suggèrent que la composition nutritionnelle ne permet pas à elle seule de prendre en compte toutes les caractéristiques pertinentes en ce qui concerne les risques alimentaires. En conséquence, l'OMS élabore actuellement une note d'information sur l'établissement de profils d'aliments à l'appui de mesures réglementaires. Cette note met en lumière une approche de la santé publique s'appuyant à la fois sur des critères nutritionnels et des paramètres réglementaires pour définir les aliments dits ultratransformés, l'objectif étant de fournir aux autorités de réglementation et aux décideurs un outil pratique et simplifié permettant d'évaluer des aliments donnés et pouvant être utilisé à diverses fins réglementaires.

5.6 Élimination des acides gras trans industriels

Les efforts déployés à l'échelle mondiale pour éliminer les acides gras trans industriels de l'approvisionnement alimentaire ne cessent de progresser, avec l'adoption à ce jour de politiques fondées sur des pratiques optimales dans 65 pays. Ces politiques consistent en une limitation obligatoire de la teneur en acides gras trans industriels à 2 grammes pour 100 grammes de graisses totales dans tous les aliments, et/ou une interdiction obligatoire de la production et de l'utilisation d'huiles partiellement hydrogénées, principale source d'acides gras trans industriels.

Depuis 2024, six pays (Colombie, Malaisie, Maurice, Népal, Pakistan et Qatar) ont adopté des politiques fondées sur des pratiques optimales⁴³. En mai 2025, l'OMS a décerné des certificats à quatre pays, à savoir, l'Autriche, la Norvège, Oman et Singapour, en reconnaissance de la mise en application de pratiques optimales parallèlement à des mécanismes de suivi et d'application efficaces. Ces résultats mettent en lumière la dynamique croissante visant à éliminer les acides gras trans industriels et à réduire les maladies non transmissibles liées à l'alimentation⁴⁴.

³³ <https://iris.who.int/server/api/core/bitstreams/6989e26c-c181-4ec8-bb99-104415a2e142/content>

³⁴ <https://www.who.int/news-room/articles-detail/online-public-consultation-draft-guideline-on-nutrition-labelling-policies> (en anglais).

³⁵ https://apps.who.int/nutrition/publications/profiling/WHO_IASO_report2010/en/index.html (en anglais).

³⁶ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/pt/?lnk=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-720-43%252FCRDs%252FNFSUDU43_CRD37x.pdf (en anglais).

³⁷ https://www.euro.who.int/_data/assets/pdf_file/0005/270716/Nutrient-children_web-new.pdf.

³⁸ <https://www.who.int/publications/i/item/9789290617853> (en anglais).

³⁹ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/253459> (en anglais).

⁴⁰ https://applications.emro.who.int/dsaf/EMROPUB_2017_en_19632.pdf (en anglais).

⁴¹ <https://apps.who.int/iris/handle/10665/329956> (en anglais).

⁴² https://iris.paho.org/bitstream/handle/10665.2/18621/9789275118733_eng.pdf (en anglais).

⁴³ <https://gifna.who.int/summary/TFA> (en anglais).

⁴⁴ <https://www.who.int/fr/news/item/19-05-2025-who-recognizes-four-countries-with-life-saving-trans-fat-elimination-policies>.

L'OMS continue de fournir aux pays un appui technique, des orientations politiques et des outils afin de les aider à mettre en œuvre des mesures efficaces pour éliminer les acides gras trans industriels. Les gouvernements sont invités à prendre des mesures décisives, tandis que les fabricants de produits alimentaires et les fournisseurs en huiles sont encouragés à revoir la composition de leurs produits et à opter pour des alternatives plus saines⁴⁵. L'OMS travaille actuellement à l'élaboration d'une directive sur la consommation d'huiles tropicales⁴⁶.

5.7 Réduction de la consommation de sodium/sel par les populations

L'OMS continue d'aider les États membres dans leurs efforts visant à réduire la consommation de sodium par leurs populations et à concrétiser les neuf cibles volontaires mondiales, notamment une réduction relative de 30 pour cent de la consommation moyenne de sodium chez une population pour parvenir à une consommation inférieure à 2 000 mg/jour, ainsi qu'une réduction relative de 25 pour cent de la prévalence de l'hypertension artérielle d'ici à 2030. L'OMS a établi plusieurs outils et documents techniques, notamment la version actualisée du guide technique SHAKE en vue de réduire le sel, qui sera publiée en 2026, le Cadre d'action pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques en matière d'achat de denrées alimentaires et de services de restauration pour une alimentation saine, les Normes mondiales de référence pour le sodium relatives à différentes catégories d'aliments⁴⁷ et le Tableau de bord des pays sur le sodium, hébergé dans la base de données GIFNA⁴⁸. L'OMS élabore également des orientations détaillées relatives à l'adaptation au niveau national des cibles de l'OMS pour le sodium, qu'il s'agisse des valeurs de référence mondiales ou des cibles régionales⁴⁹.

5.8 Alcool

Les avertissements sanitaires constituent un moyen efficace et peu coûteux d'informer la population concernant les dangers pour la santé et la sécurité associés à la consommation d'alcool, ainsi que de lutter contre les effets persuasifs des campagnes publicitaires menées sur les lieux de vente ou de consommation. L'OMS a fourni une assistance technique et des services de secrétariat à un groupe de pays qui se sont réunis en 2025 afin d'élaborer une proposition visant à adapter les normes du Codex aux boissons alcoolisées. Les résultats de ces travaux ont été présentés à la 49^e session du Comité du Codex sur l'étiquetage des denrées alimentaires⁵⁰.

En 2025, le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a publié le Manuel de prévention du cancer, volume 20B⁵¹, qui fournit des analyses détaillées et des évaluations ayant fait l'objet d'un consensus sur les mesures de prévention contre le cancer pouvant être utilisées par les gouvernements du monde entier pour formuler des recommandations et des politiques. Les conclusions ne laissent aucune place au doute: la taxation de l'alcool, les restrictions d'accès et la mise en place de mesures fortes d'interdiction publicitaire permettent de réduire la consommation d'alcool par la population, et par voie de conséquence, de réduire l'incidence du cancer.

5.9 Directives de l'OMS relatives aux marchés alimentaires traditionnels

La 75^e Assemblée mondiale de la Santé (2022)⁵² a demandé de mettre à jour les orientations provisoires sur la réduction des risques pour la santé publique associés à la vente de mammifères sauvages vivants sur les marchés alimentaires traditionnels afin de répondre aux questions relatives à la portée des orientations, s'agissant notamment des espèces visées et des animaux d'élevage ou sauvages.

La première réunion s'est tenue en 2023 et a porté sur la définition des critères de recherche qui seraient utilisés pour les revues systématiques. L'OMS a fait réaliser les revues systématiques, qui sont désormais achevées. Les groupe d'élaboration des directives se réunira en 2026 afin de rédiger les recommandations. Le document fera l'objet d'un examen par les pairs et sera soumis à une consultation publique avant sa publication définitive à la fin de 2026.

5.10 Appui technique de l'OMS au Code de commercialisation des substituts du lait maternel

⁴⁵ <https://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/trans-fat>.

⁴⁶ <https://www.who.int/groups/guideline-development-group-on-consumption-of-tropical-oils>.

⁴⁷ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240092013> (en anglais).

⁴⁸ <https://gifna.who.int/summary/sodium> (en anglais).

⁴⁹ <https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/375596/9789290210818-eng.pdf> et https://iris.paho.org/bitstream/handle/10665.2/54658/PAHONMHRF210016_eng.pdf (en anglais).

⁵⁰ https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/sh-proxy/en/?Ink=1&url=https%253A%252F%252Fworkspace.fao.org%252Fsites%252Fcodex%252FMeetings%252FCX-714-49%252FWorking%2Bdocuments%252Ff49_08e%2BAdd.1.pdf.

⁵¹ <https://publications.iarc.who.int/Book-And-Report-Series/Iarc-Handbooks-Of-Cancer-Prevention/Alcohol-Policies-2025>.

⁵² [https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75\(23\)-fr.pdf](https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA75/A75(23)-fr.pdf).

La 78^e Assemblée mondiale de la Santé (2025) a adopté la résolution visant à réglementer la commercialisation des substituts du lait maternel par des moyens numériques⁵³. Elle invite les États membres à mettre en œuvre les recommandations de l'OMS relatives aux mesures réglementaires visant à restreindre la commercialisation des substituts du lait maternel par des moyens numériques⁵⁴. Elle préconise également le renforcement des systèmes de surveillance, la désignation d'organismes publics chargés de faire appliquer le Code et la mise en place de mesures de protection contre les conflits d'intérêts dans l'application des recommandations.

Afin de faciliter la mise en œuvre de la recommandation visant à interdire le parrainage de réunions scientifiques et professionnelles dans le domaine de la santé par les entreprises commercialisant des aliments pour nourrissons et enfants en bas âge, l'OMS a publié plusieurs documents, notamment une note d'information précisant la définition du parrainage⁵⁵, un modèle de politique de parrainage⁵⁶, un document présentant d'autres possibilités de financement⁵⁷ et un recueil d'études de cas concernant des associations ayant refusé le parrainage⁵⁸. L'OMS prévoit de publier un rapport sur l'état d'avancement de l'application du Code au niveau des pays.

5.11 Activités de l'OMS visant à promouvoir une alimentation saine et à réduire les facteurs de risque associés aux maladies non transmissibles

Dans la Déclaration politique de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles (2011), les États membres se sont engagés à réduire l'exposition aux mauvaises habitudes alimentaires. Lors de la 4^e réunion de haut niveau, qui s'est tenue en 2025, les participants ont adopté une nouvelle déclaration politique visant à accélérer les progrès accomplis pour ce qui est d'atteindre les cibles mondiales volontaires relatives aux maladies non transmissibles et la cible 3.4 des ODD.

En réponse à la décision 75.11 (2022) de l'Assemblée mondiale de la Santé, l'OMS s'est employée à mettre en œuvre le Plan d'accélération en intensifiant l'appui apporté aux pays, en fournissant des outils d'application stratégique et en coordonnant l'assistance technique. L'OMS a collaboré avec des «pays chef de file» en lançant des défis ciblés de 100 jours afin d'obtenir des progrès dans les domaines d'action prioritaires, notamment l'imposition de taxes sur les boissons sucrées et la mise en place d'environnements alimentaires sains dès l'enfance. D'autres défis de 100 jours sur l'étiquetage nutritionnel, l'alimentation scolaire et les politiques en matière de nutrition sont en préparation. L'OMS travaille actuellement à l'élaboration d'un guide technique pour le lancement des activités. Ce guide fournit des orientations pratiques afin d'aider les pays à mettre en œuvre les politiques de prévention de l'obésité, à définir les priorités à cet égard et à fixer des échéances.

En ce qui concerne la résolution 76(9) (2023) de l'Assemblée mondiale de la Santé, la Base de données mondiale sur la mise en œuvre des mesures en matière d'alimentation et de nutrition (GIFNA)⁵⁹ permet de suivre les progrès accomplis au niveau mondial dans l'application des dispositions législatives et d'autres mesures et de renforcer la responsabilité à l'égard des engagements politiques.

⁵³ https://apps.who.int/gb/ebwha/pdf_files/WHA78/A78_R18-fr.pdf.

⁵⁴ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240084490> (en anglais).

⁵⁵ <https://www.who.int/publications/i/item/9789240074422> (en anglais).

⁵⁶ <https://iris.who.int/handle/10665/378985> (en anglais).

⁵⁷ <https://iris.who.int/handle/10665/378267> (en anglais).

⁵⁸ <https://iris.who.int/handle/10665/378977> (en anglais).

⁵⁹ <https://gifna.who.int/>.